

Signification du développement

Cépède M.

Agriculture et développement

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 8

1971
pages 25-28

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010390>

To cite this article / Pour citer cet article

Cépède M. **Signification du développement**. *Agriculture et développement*. Paris : CIHEAM, 1971. p. 25-28 (Options Méditerranéennes; n. 8)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Michel CEPÈDE

Président indépendant
du Conseil de l'O.A.A.
Professeur à l'Institut
National Agronomique

Signification du développement

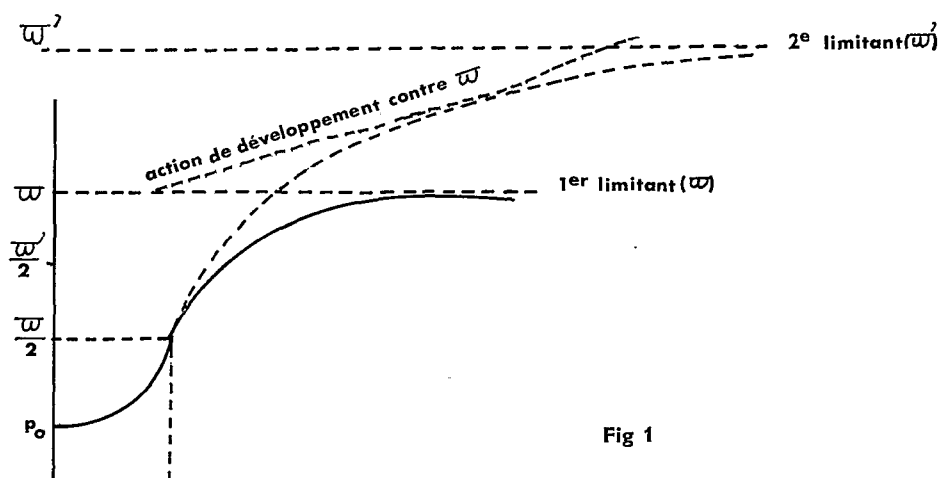


Fig 1

Notre propos se limitera ici à la signification du développement économique tel que ce terme est employé dans les expressions « pays en voie de développement », « programme de développement », « décennie du développement »... Chacune de ces expressions et celles, nombreuses, qu'il faudrait ajouter à la liste, mériterait un examen critique pour déterminer si le mot développement était bien celui qu'il convenait d'utiliser. A titre d'exemple — particulièrement frappant — l'expression « pays en voie de développement » est une manifestation de l'hypocrisie dominant dans le jargon international car être « en voie de développement » n'est pas caractéristique des pays ainsi désignés et ceux-ci se développent souvent moins vite que les pays prétendus « développés ». Parler de pays « en voie d'émergence » serait plus correct mais suppose admise une théorie qui devrait être elle-même critiquée. Il est aussi des pays dits « en voie de développement » comme d'ailleurs des « développés » qui sont « en voie de sous-développement » (Malassis) ou qui connaissent une « Croissance immergente » (Jagdish Bhagwati).

Cette dernière formule a le mérite d'attirer notre attention sur une distinction indispensable, soulignée par François Perroux, et trop souvent négligée dans la littérature économique, entre croissance (Growth) et développement. La signification et les conséquences du développement sont éclairées si on le distingue soigneusement de la croissance.

La portée de cette distinction dépasse

d'ailleurs le domaine économique pour s'appliquer à toute vie. Un être vivant ou une population croît, mais toute croissance biologique, d'abord exponentielle est bientôt freinée par des facteurs limitants soit externes, soit sous produits de la croissance elle-même, et la courbe la plus générale représentant un tel phénomène n'est pas la progression géométrique utilisée par Malthus pour sa loi de la population, mais la loi logistique de Verhulst (1).

Il y a développement lorsqu'écartant le (ou les) facteur (s) limitant (s) la croissance peut reprendre. Cette action contre le facteur limitant la croissance (ω voir fig. I) suppose qu'une part des ressources qui avaient été consacrées à la croissance et dont l'efficacité marginale tendait vers zéro mais qui pouvait

(1) La loi de Malthus

$$p(t) = p(o)e^{Et}$$

avec

E = Coefficient de multiplication (natalité-mortalité)

$p(o)$ = population initiale

$p(t)$ = population au temps t

t = temps

e = nombre e

n'est d'ailleurs qu'un cas particulier de la loi logistique de Verhulst représentée par l'équation différentielle :

(2)
$$p'(t) = Ep(t) - hp^2(t)$$

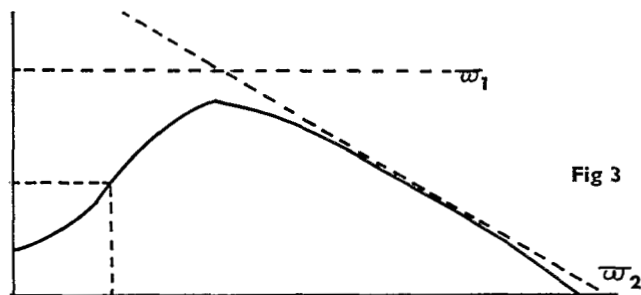
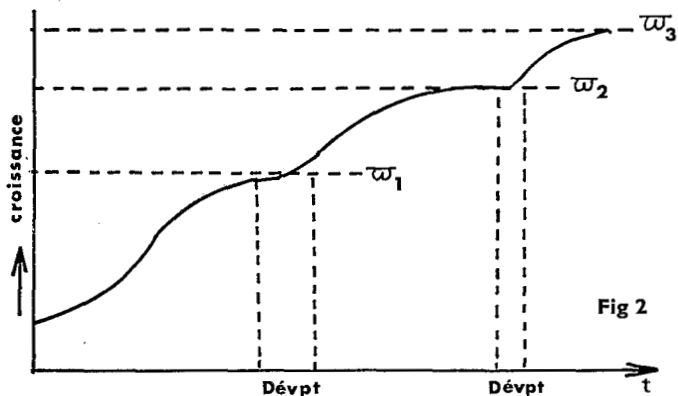
lorsque le quotient limitatif (h) est suffisamment petit par rapport au coefficient de multiplication (E) et pour $p(t)$ petit, on peut négliger en effet le second terme $hp^2(t)$; on a alors :

(3)
$$p'(t) = Ep(t)$$

d'où l'on tire

(4)
$$p(t) = p(o)e^{Et} \quad (1)$$

(M. CEPÈDE. — Du Prix de Revient au Produit Net, Thèse 1944, Paris, P.U.F., 1946.)



être nécessaire pour maintenir les résultats de la croissance, va être détournée de cet emploi, utilisée à modifier les structures, systèmes de production, « investie », afin de permettre le développement. Celui-ci apparaît alors comme une « crise de croissance ». Le développement, s'il se produit, permettra la reprise de la croissance et il semblera légitime d'en mesurer le succès par le taux même de cette croissance. Et pourtant, la phase de « développement » sera peut-être alors dépassée... en tous cas lorsque la croissance sera à nouveau freinée, même si le taux de croissance semble encore satisfaisant, il n'y aura plus développement, mais seulement croissance progressivement ralentie jusqu'à une stagnation dont seule une nouvelle crise permettra de sortir par un nouveau développement (fig. 2).

La vie d'un être vivant de la conception à l'âge adulte passe par des périodes de croissance séparées par des crises de développement. La puberté est la plus typique de ces crises. Pour toutes les timidités, les inquiétudes qui l'accompagnent, elle est populairement appelée « l'âge bête ».

L'histoire d'une population passe aussi par ces deux types d'événements, périodes de croissance et crises de développement mettant fin à des périodes plus ou moins longues de stagnation.

Examinons la croissance d'une population microbienne : une levure alcoolique par exemple. Cette population se multiplie jusqu'à un maximum et la courbe de ce phénomène peut être exprimée par la loi logistique de Verhülst. Le facteur limitatif qui a entraîné la stagnation peut appartenir à l'un des trois types suivants :

1) le milieu s'est appauvri en « substance » : en sucre dans l'exemple. C'est le phénomène considéré par l'antonomie Malthusienne entre population et subsistances, déjà exposée par Botero (1588) opposant la puissance nutritive des Etats et la puissance reproductrice des peuples. Le facteur limitant est l'épuisement des richesses naturelles ;

2) le milieu est progressivement empoisonné par les produits de métabolisme de la population microbienne : ici c'est le taux d'alcool qui va freiner puis stopper la multiplication d'une levure qui a encore beaucoup de sucre à sa disposition. Le facteur limitant est la pollution du milieu ;

3) même si les subsistances (le sucre) sont largement assurées et le milieu soigneusement épuré des produits métaboliques (alcool) qui le polluent, il apparaît que la densité de population connaît une limite à l'approche de laquelle sa croissance est freinée sans que l'on puisse mettre en cause ni l'épuisement des subsistances, ni la pollution du milieu. C'est la grande loi biologique qui veut que la multiplication n'intervienne que lorsque les êtres vivants sont menacés de disparaître que Condorcet, au XVIII^e siècle, J. Doublebay et Charles Fourier au XIX^e ont tenté d'appliquer à la population humaine, tentative que Josué de Castro devait reprendre dans sa « Géopolitique de la Faim » (1953).

Mais la loi logistique de Verhülst, de même que la loi exponentielle de Malthus, ne rend compte que très schématiquement de la réalité. Si la loi de Malthus engendre la terreur d'un avenir dont il est trop évident qu'il ne saurait se réaliser, la loi de Verhülst nourrit l'espoir d'un état stationnaire (John Stuart Mill) de stabilité, idéal des classes dirigeantes quelles qu'elles soient. Le développement est juste le contraire de cette stabilité, puisqu'il a pour objectif de supprimer les facteurs limitant la croissance et tend à permettre à la vie de reprendre son expansion en déstabilisant les structures.

La loi de Verhülst suppose que ces facteurs limitants sont constants, ce qui n'est évidemment le cas ni des richesses non renouvelables, ni de la pollution du milieu.

Une croissance qui épuise les ressources naturelles ou qui pollue le milieu entraîne l'accroissement de ces facteurs limitants et par conséquent diminue la population maximale : ω . Au lieu de l'état stationnaire rêvé par John Stuart Mill, nous constatons alors dans un sens plus général que celui envisagé par J. Bhagwati, une « croissance immergente ».

Rappelons, pour éviter des malentendus, le phénomène considéré par J. Bhagwati ; la croissance d'une production qui entraîne une détérioration des termes de l'échange plus importante, procure au producteur (ou au pays exportateur) qui vend sa production, aliénée en marchandise, une recette inférieure à celle qu'une production inférieure eût fourni. Il faudra y revenir.

Supposons qu'une croissance, par exemple de la production s'établisse en épuisant une richesse non renouvelable

ou en polluant le milieu, nous pouvons représenter le phénomène par l'apparition d'un facteur limitant tendant à réduire sans cesse la production maximale : ω (fig. 3). La destruction a l'effet contraire, de celui de l'action de développement. Si nous avons pu parler d'investissement dans le cas de facteurs de production détournés de la croissance pour modifier la structure, c'est-à-dire écarter le facteur limitant à ω ladite croissance, nous sommes en droit de considérer la destruction des richesses naturelles comme la pollution de l'environnement, comme des désinvestissements.

En réalité, les choses sont plus complexes et il n'est pas toujours légitime de représenter par une droite, fut-elle ascendante ou descendante, la croissance ω qui est limitée dans une certaine structure.

Remarquons que le même modèle, construit sur la base de la loi de Verhülst, plus ou moins « modelé » pour lui faire approcher la réalité de plus près, peut être utilisé à divers niveaux de la réflexion sur les phénomènes économiques.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que les économies minières, de cueillette, chasse, pêche, pastorale, d'exploitation de la nature et des hommes... autrement dit toutes les formes prédatrices ou parasitaires, se heurtent à des facteurs limitants tenant à la capacité de reproduction de la nature et que lorsqu'elles prélèvent plus que celle-ci ne peut reproduire c'est à un modèle du genre de la figure n° 3 qu'il faut avoir recours pour représenter le phénomène. Seule l'agriculture — celle qui est digne de ce nom et non bien sûr, car elle existe aussi, « l'agriculture minière » — depuis la « révolution verte » néolithique, consacre essentiellement ses efforts, le travail direct et indirect, à écarter les facteurs limitant la production naturelle : on peut, dans ce sens, soutenir qu'en agriculture le problème est toujours de développement. Cependant, les secteurs extra-agricoles qui dominent l'agriculture (Conf. Economies et Sociétés — Cahiers de l'ISEA. L'Agriculture, secteur dominé 1971), ont vis-à-vis de celle-ci une situation de prédateur ou de parasite au sens large, qui n'est intéressé que par le produit sans s'inquiéter des conditions dans lesquelles il est obtenu ; ils sont conduits à décourager par leurs exigences les producteurs « intensifs » et « actifs » (Dragoni) qui à la fois four-

nissent plus de produits, assurent plus d'emplois et conservent voire améliorent la capacité reproductrice de la nature en évitant épuisement et pollution en « faveur » de ceux qui sont plus capables de résister à une baisse de prix sur les marchés en mettant en œuvre un procès de production, celui de la « grande industrie », dont les « progrès » ne se réalisent « qu'en épuisant, à la fois, les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur (Karl Marx, Cap. I, Sect. 4) ».

Il peut donc y avoir développement dans des conditions diverses de production et la signification n'est pas la même selon qu'il s'agit d'une nouvelle technique d'appropriation (le filet du pêcheur du « détour économique » d'E. Von Böhm Bawerk par exemple) en augmentant la productivité du travail humain ou d'un moyen de supprimer ou de réduire un facteur limitant l'expansion naturelle d'une population végétale ou animale utilisable par l'homme (lutte contre un parasite, apport de nourriture en période de disette, etc., par exemple), en augmentant la productivité de la nature par unité de surface, ce qui est le propre de l'agriculture intensive.

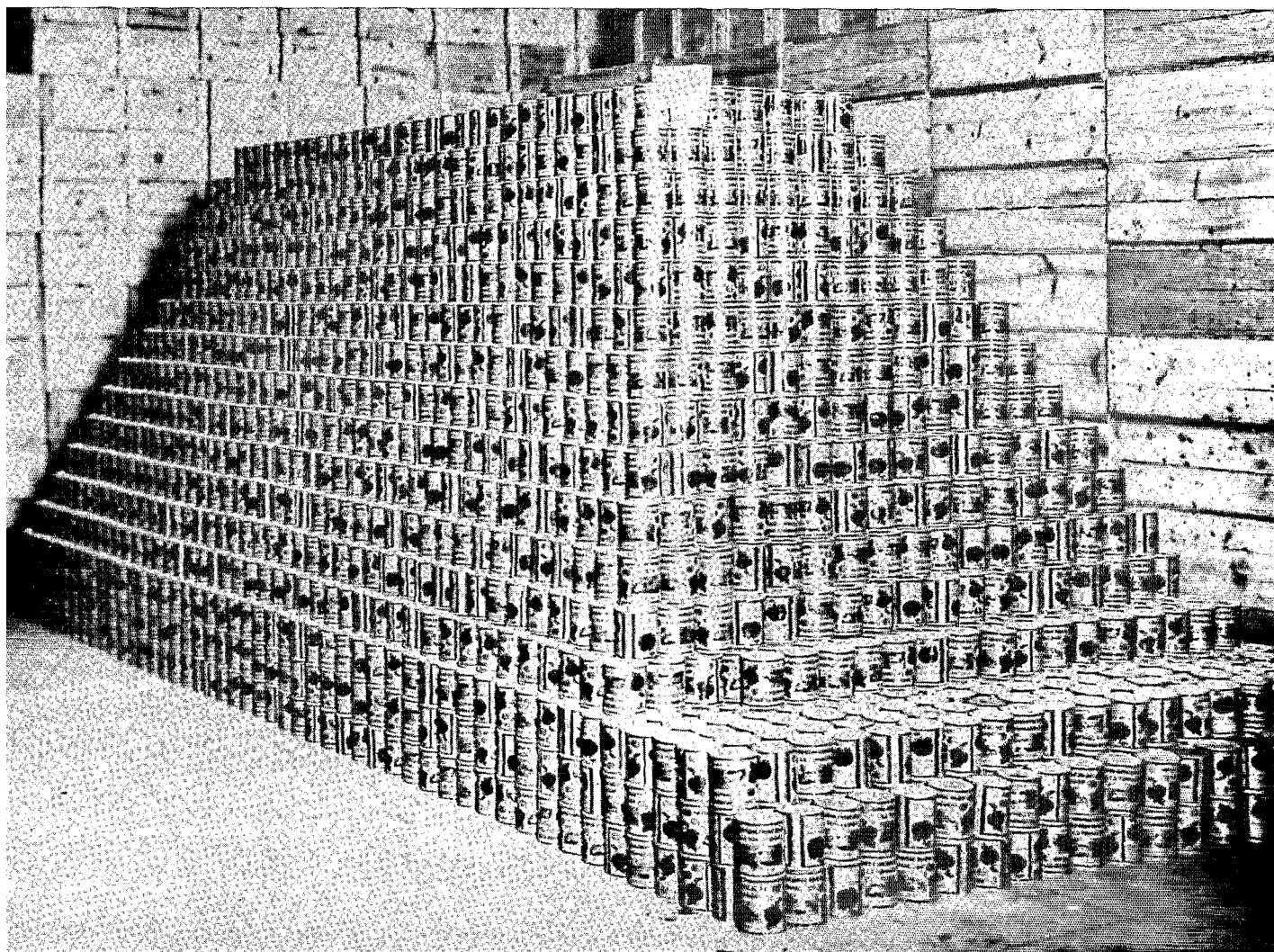
La croissance, dont le taux est utilisé

pour déceler la réalité d'un développement, n'est pas le développement, elle n'en est pas non plus une mesure directe. Le Produit Intérieur Brut par tête peut permettre d'indiquer un niveau dans l'échelle du développement économique, il n'est pas non plus, encore moins devrait-on reconnaître, une mesure du développement. Le même P.I.B. par tête peut être trouvé dans des économies, dans des sociétés qui apparaissent, en utilisant d'autres critères, tout aussi valables, sous-développées ou développées : Josué de Castro, il y a bientôt 20 ans, remarquait qu'alors la France considérée comme développée, et le Venezuela, avaient le même P.I.B. par tête : la différence tenait à la répartition, relativement étalée en France, de ce revenu, alors accaparé au Venezuela par une classe très peu nombreuse vivant au sein d'une masse misérable. Le développement se réalise aujourd'hui au Venezuela en assurant, grâce aux nationalisations, le financement par l'État d'investissements permettant des emplois et des revenus plus équitablement répartis au profit de l'ensemble de la population. Josué de Castro concluait sur ces observations que l'inégalité dans la répartition était un critère de sous-développement

économique et que, de ce point de vue, les inégalités constatées dans le monde manifestaient le sous-développement de l'économie mondiale. Comme le disait déjà François Perroux et le répétait volontiers Joseph Lebreton, le développement doit être celui « de tous les hommes » à peine de ne pas être un développement. Ils affirmaient en même temps que le développement devait être de « tout l'homme », c'est dire qu'il ne pouvait pas être seulement un développement économique et que si nourrir, soigner, éduquer, libérer les hommes constituent des actions qui concourent au développement économique, ces actions ont une justification qui dépasse leur contribution au développement économique et devraient être poursuivies même en l'absence de cette contribution. Un développement économique aliénant la vie des hommes serait — est — car il n'en est que trop d'exemples, inacceptable.

Ceci posé, il reste, pour nous en tenir à notre propos « économique », à faire justice de la tentation de considérer la balance du commerce, ou plutôt des comptes d'un pays comme le critère de son développement. En examinant de ce point de vue la situation de la plus grande puissance économique mon-

Photo Collection Viollet



Stock de conserves de tomates.

diale : les Etats-Unis d'Amérique du Nord, il n'est nul besoin de pousser l'analyse très loin pour écarter un tel critère. Pourquoi alors, insiste-t-on tellement pour que les pays du Tiers-Monde fassent « gains et économies de devises » ? Il est bien évident que, dans le monde, tel qu'il est aujourd'hui, nul ne peut importer les biens et services nécessaires à son développement sans avoir des recettes permettant de payer ces importations et que ces recettes proviennent principalement des exportations.

Mais les structures des marchés internationaux permettent-elles vraiment de financer le développement des pays pauvres par leurs exportations ? C'est là que la remarque de Jagdish Bhagwati prend toute sa valeur. La détérioration des « termes de l'échange » entraîne la « croissance immergente ». Les exportations de caoutchouc fournissent, dans les dernières années, un exemple particulièrement éclairant : elles ont cru en volume de 2,1 % par an, mais comme les prix ont, pendant la même période diminué, les recettes obtenues par les exportateurs ont diminué en moyenne de 4,3 % par an. D'autres produits, tels la laine, le thé... fourniraient des illustrations analogues...

Malgré les réfutations présentées par Sismondi, dès 1819, dans ses « Nouveaux Principes », il est encore des économistes qui considèrent les « Principes » (1817) de Ricardo comme les bases sûres de la Science Economique. La « Loi des coûts et avantages comparés », en particulier, est encore invoquée comme règle d'or des échanges internatio-

naux et pourtant Ricardo en l'énonçant a simplement tenté de justifier le Traité que John Methuen avait su amener le Portugal à accepter, en 1703, pour établir ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne... L'échange vin de Porto contre textiles anglais a fourni à l'économiste classique l'exemple même dont il a tiré la fameuse loi... Le développement comparé du Royaume-Uni et de son partenaire depuis le Traité de Methuen devrait suffire à faire justice de cette mystification prétendue scientifique et en tous cas à mettre en garde les pays pauvres contre les sirènes ricardiennes. Les mercantilistes étaient plus honnêtes, qui reconnaissaient qu'en matière de commerce international « nul ne gagne qu'un autre ne perde » (Monchrestien) et le bon sens populaire a reconnu depuis longtemps que « l'eau va toujours à la rivière » autrement dit que, sans une intervention volontaire, le riche s'enrichira toujours plus, tandis que le pauvre s'appauvrit relativement. Pour que les importations puissent le financer, il faudrait organiser les marchés internationaux en vue du développement. Les préférences générales de la C.N.U.C.E.D. sont un premier pas dans la bonne voie.

Mais, il ne suffira pas que les pays pauvres s'assurent des recettes d'exportation pour financer les importations nécessaires à leur développement, encore faut-il que la perte de substance que comportent les exportations de « terre » au sens de Cantillon, soit plus que compensée par les « investissements » consacrés au développement

(M. Cépède - Exportation de « terre » et Exportation de, « travail » - Archives de l'I.N.S.E.A., Economie Appliquée, XXII, 1-2-69).

S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait pas de vrai développement économique, mais un appauvrissement des pays exportateurs du Tiers-Monde qui, aggravant l'inégalité entre pays pauvres et pays riches, exagérerait le sous-développement actuel du Monde.

Le développement est un phénomène dont nous comprenons bien intuitivement la nature et la signification, mais c'est une réalité qui échappe à nos critères et à nos mesures. Ne serait-ce pas justement, parce que c'est une réalité et que, comme l'écrivait Jean Jaurès dans sa thèse « de la réalité du monde sensible » : « Le réseau des formules algébriques et des théorèmes abstraits que nous jetons sur le monde, laisse passer la réalité comme les mailles du filet laissent passer le fleuve ». Nous pouvons imaginer et mesurer bien des indicateurs du développement ; ce serait se leurrer, s'abandonner à « l'aliénation scientifique » (M. Cépède et A. Madec 1966) que de prétendre le mesurer lui-même, car sa signification est plus large et plus réelle que les éléments que nous savons mesurer.

Ce qui apparaît vrai du développement économique le serait bien plus évidemment encore si notre propos avait été la signification du développement « de tout l'homme et de tous les hommes ». Le seul développement qui mérite ce nom et notre effort.



Claude Verdier.